

**Séance publique du 15 décembre 2022
à 18h**

**ROANNAIS
AGGLOMERATION**

63, rue Jean Jaurès
42311 ROANNE

N° DCC 2022-200

Finances

Dotations provisions

Risques contentieux

La convocation de tous les membres en exercice du Conseil communautaire a été faite le **9 décembre 2022**, dans les formes et délais prescrits par la loi.

Etaient présents :

Christine Aranéo - Jean-Jacques Banchet - Pierre Barnet - Martine Barroso - Isabelle Berthelot - Franck Beysson - Jean-Paul Bourlière (*suppléant de Patricia Goutorbe*) - Romain Bost - Michelle Bouchet - Edmond Bourgeon - Laurence Boyer - Marie-Christine Bravo - Catherine Brun - Dominique Bruyère - Marie-France Catheland - Nicolas Chargueros - Jean-Luc Chervin - Christine Chevillard - Pierre Coissard - Patrick Collet - Sandra Creuzet-Taite - Marie-Laure Dana Burnichon - Jean-Paul Descombes - Pierre Devedeux - David Dozance - Christian Dupuis - Itidil Fadhloun Barboursa - Daniel Fréchet - Marie-Françoise Gaume - Jean-Paul Heyberger - Guy Lafay - Christian Laurent - Maryvonne Loughraieb - Adina Lupu Bratiloveanu - Muriel Marcellin - Jean-Luc Mardeuil - Eric Martin - Patrick Meunier - Véronique Mouiller - Nabih Nejjar - Yves Nicolin - Mahdi Nouibat - Gilles Passot - Yves Perrin - Philippe Perron - Jade Petit - Marcel Peuillon - Christophe Pion - Serge Pralas - Stéphane Raphaël - Marie-Hélène Riamon - Clotilde Robin - Martine Roffat - Alain Rossetti - Corinne Troncy - Jacques Troncy - Isabelle Valcourt - Denis Vanhecke - Gilbert Varrenne.

| Nombre de conseillers | |
|-----------------------|-----------|
| En exercice | 83 |
| Présents | 59 |
| Pouvoirs | 15 |
| Pour | 72 |
| Contre | 0 |
| Abstention | 2 |

| | |
|---------------------|------------|
| Certifié exécutoire | 19/12/2022 |
| Reçu en Préfecture | 19/12/2022 |
| Publié | 19/12/2022 |

Etaient absents :

| Absents | Ni pouvoir Ni suppléant | Suppléant | Pouvoir donné à... |
|--------------------|------------------------------------|---------------------|----------------------------|
| Jean-Marc Ambroise | | | Christian Dupuis |
| Marcel Augier | | | Guy Lafay |
| Jean-Yves Boire | X | | |
| Yves Chambost | X | | |
| Aimé Combaret | X | | |
| Hervé Daval | | | David Dozance |
| Jean-Marc Detour | | | Marie-Laure Dana Burnichon |
| Christian Dorange | | | Maryvonne Loughraieb |
| Catherine Dufossé | | | Catherine Brun |
| Jacky Geneste | X | | |
| Annie Gerenton | | | Jean-Luc Mardeuil |
| Gilles Goutaudier | X | | |
| Patricia Goutorbe | | Jean-Paul Bourlière | |
| Quentin Guillermin | | | Romain Bost |
| Fabien Lambert | | | Jade Petit |
| Hélène Lapalus | | | Gilles Passot |
| Christelle Lattat | | | Philippe Perron |
| Franck Maupetit | X | | |
| Lucien Murzi | | | Edmond Bourgeon |
| Pascal Muzart | X | | |
| Eric Peyron | X | | |
| Didier Prunet | | | Laurence Boyer |
| Vickie Redeuilh | | | Jean-Jacques Banchet |
| Sophie Rotkopf | | | Clotilde Brun |
| Jean Smith | X | | |

Secrétaire désigné avec l'approbation de l'assemblée pour la durée de la séance : Alain Rossetti.

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2022 portant statuts de Roannais Agglomération ;

Vu l'application du 29° de l'article L.2321-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) qui indique qu'une provision doit être impérativement constituée par délibération de l'assemblée délibérante dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité. Une provision est constituée à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru ;

Vu la délibération n° DCC 2019-182 du 3 décembre 2019 portant sur la constitution d'une provision de 7 200 € pour risque contentieux avec la société SAS SEQUOIA ;

Considérant que pour l'ensemble des entités du secteur privé et public, les normes comptables imposent d'enregistrer en comptabilité une provision sur l'exercice en cours, en raison de la réalisation probable d'un risque ou d'une charge nécessitant une sortie de ressources sur un prochain exercice ;

Considérant que le résultat comptable se retrouve ainsi cohérent avec la réalité des obligations financières de la structure même si celles-ci ne sont pas encore décaissables ;

Considérant que Roannais Agglomération est engagé dans des contentieux avec la SAS SEQUOIA et avec la société CITINEA :

Dossier SEQUOIA :

Considérant que la SAS SEQUOIA, située à Chantepie a contesté la régularité de l'attribution du marché lancé par Roannais Agglomération pour la réfection du parquet de la Halle Vacheresse avec le groupement Aubonnet et Fils/SNC ;

Considérant que la société SAS SEQUOIA a saisi le Tribunal administratif de Lyon en 2018 ;

Considérant que le Tribunal administratif, par jugement du 5 décembre 2019, a partiellement fait droit à sa demande et a condamné Roannais Agglomération à lui verser la somme de 2 400 € en remboursement des frais que la SAS SEQUOIA a engagé pour présenter son offre ;

Considérant que la Cour administrative d'appel de Lyon, par jugement du 3 février 2022, a annulé le jugement du 5 décembre 2019 du Tribunal administratif de Lyon ;

Considérant que la SAS SEQUOIA s'est pourvue en cassation et demande la condamnation de Roannais Agglomération à lui verser la somme de 34 538 € ;

Considérant qu'il convient de réajuster la provision constatée le 3 décembre 2019 en l'augmentant de 27 338 €, pour porter le montant total de celle-ci à 34 538 €.

Dossier CITINEA :

Considérant que Roannais Agglomération a saisi en 2019 le Tribunal administratif de Lyon en raison de la non-conformité du parquet de la Halle Vacheresse installé en 2009 et a demandé la condamnation des sociétés CITINEA, ATELIER 4+, HIATUS ATELIER H4, du cabinet MARC MERLIN et de l'atelier d'architecture FURNEL JEUDI à lui verser la somme de 268 228,49 € TTC ;

Considérant que le Tribunal administratif de Lyon, par jugement du 2 décembre 2021, a condamné les sociétés précédemment citées à verser à Roannais Agglomération la somme de 232 420,12 € plus les intérêts ;

Considérant que la société FURNEL JEUDI a fait appel de ce jugement et demande la condamnation de Roannais Agglomération à lui verser la somme de 6 000 € ;

Considérant qu'il convient alors de provisionner la somme de 238 500 € que Roannais Agglomération pourrait avoir à reverser si la Cour administrative d'appel de Lyon annulait le jugement du Tribunal administratif ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Constitue une provision supplémentaire pour risques et charges au titre du contentieux avec la SAS SEQUOIA pour la somme de 27 338 € ;

- Constitue une provision pour risques et charges au titre du contentieux avec les sociétés CITINEA, ATELIER 4+, HIATUS ATELIER H4, le cabinet MARC MERLIN, l'atelier d'architecture FURNEL JEUDI pour la somme de 238 500 € ;
- Dit que ces sommes seront imputées au budget 2022 du budget général, chapitre 68.

Le Secrétaire de séance,

Le Président,
Yves Nicolin,
Maire de Roanne